

LE SE-UNSA DENONCE !

La réalité de la réforme est maintenant bien visible : DHG en baisse dans les établissements, difficultés majeures dans la répartition des moyens, cartes des formations sans ambition. L'accueil des élèves et leur réussite n'est pas la priorité. Seules comptent les économies !

>> La précipitation et la confusion

Les BEP sont supprimés sans concertation préalable avec les CPC (professionnels et syndicats..). Les nouvelles grilles horaires sont appliquées même pour les sections de bac pro 2 ans qui ont débuté leur cursus avec d'autres grilles. La répartition des moyens horaires est effectuée dans les établissements sans avoir le temps d'une concertation approfondie et nécessaire des équipes. Les familles, les élèves doivent choisir des orientations, des formations sans que les personnes censées les informer (CIO, prof principaux...) puissent être correctement formés.

>> Des DHG en baisse

Des recteurs annoncent qu'ils s'apprêtent à ne pas appliquer les textes réglementaires sur les grilles horaires car le ministère ne fournit pas les moyens nécessaires à l'application des nouvelles grilles.

>> Réformer c'est « débrouillez-vous ! »...

... selon le Ministre !

Les PLP expérimentent les BP3 cette année sans disposer de référentiels ni horaires ni cadrage la plupart du temps. Les recteurs doivent appliquer des grilles horaires sans en avoir les moyens. Par l'autonomie nouvelle laissée aux établissements ce sont les proviseurs qui, souvent dépassés, doivent répartir « à l'aveugle » la DHG en essayant de sauver les meubles.

>> Les postes...

... sont supprimés en grand nombre par la modification de la carte des formations, l'optimisation des structures, la légère baisse démographique du public accueilli en LP. Elle est renforcée par la transformation des heures postes en HSA ou postes gagés.

Certaines spécialités comme la construction mécanique sont particulièrement affectées par les mesures de carte scolaire dues aux suppressions des BEP.

Le SE-UNSA s'oppose à une politique de suppressions de postes massives dans la voie professionnelle

Le SE-UNSA réclame qu'un temps de l'ordre du jour du CTPA soit consacré aux mesures de cartes scolaires, aux besoins de re-conversion et aux plans de formation qui ont été promis par le ministre.

>> Des heures comme variable d'ajustement...

... pour compenser la baisse généralisée des DHG.

Les heures complémentaires et les heures d'accompagnement individualisé sont pourtant clairement définies et indispensables à la qualité de l'enseignement dispensé en LP. Les DHG doivent prendre en compte les capacités d'accueil réelles des sections. La rénovation n'envisage-t-elle pas d'accueillir et de faire réussir plus d'élèves ?

>> Le détournement des heures d'accompagnement individualisé

Il s'adresse à tous les élèves pour tout mode de prise en charge pédagogique (soutien, aide individualisée, tutorat, modules de consolidations...). Les heures peuvent être cumulées dans des actions communes à plusieurs divisions.

Pour pallier la baisse des moyens, compenser les effets des nouvelles dotations, les établissements se servent où ils peuvent, notamment dans les 210 h d'accompagnement individualisé qui servent de variable d'ajustement. C'est la capacité d'accompagner les élèves pour faciliter leur réussite qui est diminuée d'autant. Résultat d'une politique incohérente, les élèves auront moins de temps pour une formation aux contenus identiques et sans moyens d'accompagnement : cherchez l'erreur !

De surcroît, **le SE-UNSA s'oppose fermement au paiement des heures d'accompagnement en HSE alors qu'elles constituent des horaires réglementaires et sont partie intégrante des services**

>> Les conditions d'enseignement se dégradent

Avec l'optimisation des structures, les effectifs augmentent dans les classes. Des sections sont regroupées en enseignement général. Les enseignants verront leur charge de travail augmenter, avec l'organisation de CCF supplémentaires, les réunions de concertation, la construction des projets...

>> BTS

Le SE-UNSA exige:

- le respect des engagements négociés et demande un accompagnement, un suivi individualisé des élèves issus de LP pour une meilleure réussite en BTS.
- que l'ouverture des enseignements pour les PLP se concrétise

>> Les passerelles : encore une belle annonce...

Les passerelles annoncées entre les différents parcours ne sont que de beaux effets d'annonces... encore..... Dans les rectorats et les établissements rien n'est garanti pour assurer l'accueil des élèves « passerelles » ni en moyens, ni en organisation.

>> Le BEP : une imposture

Les formations BEP sont abrogées à l'exception de 4. Elles sont remplacées par une certification intermédiaire de niveau V, appelée BEP rénové validé par 5 épreuves dont 4 au moins en CCF au cours du bac pro. Ce BEP n'est plus obligatoire pour l'obtention du bac pro.

Appeler BEP rénové un diplôme qui n'a plus rien à voir avec un BEP ni en temps de formation, ni en reconnaissance professionnelle ni en référentiels de diplôme est de nature à duper parents et élèves sur sa valeur. Le SE-UNSA s'oppose à la décision de supprimer unilatéralement toutes les sections de BEP sans concertation alors que certaines sont reconnues par les professionnels, porteuses d'emplois ou constituent un tremplin pour une poursuite d'étude.

>> Pas assez de création de CAP

Le CAP est le seul diplôme de niveau V encore disponible. L'offre de formation diminue. Il doit y avoir une création suffisante de CAP.

Nombre d'élèves se retrouveront en BP3 en difficulté dans un parcours accéléré sans souplesse. ...

EXIGEONS DES MOYENS POUR REUSSIR

>> Le SE-UNSA a porté les intérêts des élèves (et en particulier des plus faibles) et des enseignants tout au long des négociations avec le ministère. Il a logiquement quitté les discussions, faute d'obtenir la garantie des moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une réforme porteuse d'une plus grande réussite de tous. Les conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2009 nous donnent tristement raison.

Le SE-UNSA exige que le ministère fournisse les moyens de la réussite pour tous nos élèves

- ➔ Des **dotations horaires** qui permettent de mettre en place des cursus de formation de durée variée (3 ou 4 ans) selon les besoins des élèves.
- ➔ La **création** de sections de **niveau V** en plus grand nombre.
- ➔ Une **reconnaissance matérielle du travail** des PLP :
 - ↳ indemnité de professeur principale réévaluée
 - ↳ indemnité d'enseignement dans les classes de terminale
 - ↳ reconnaissance matérielle de la pratique du CCF
 - ↳ une indemnité de correction à la copie du bac identique aux autres bacs
- ➔ Un **meilleur suivi** des élèves de LP et plus de PLP dans les sections de BTS.
- ➔ Des **moyens horaires fléchés** pour l'accompagnement des élèves.
- ➔ Le réinvestissement de toutes les économies générées par la réforme dans **l'amélioration des conditions de travail** des élèves et des PLP.
- ➔ Des **passerelles organisées et financées** pour permettre la fluidité nécessaire à la réussite du plus grand nombre.
- ➔ Une politique anticipative de **gestion des ressources humaines** (formation, reconversion...).
- ➔ Une organisation et des moyens pour permettre une **évolution souple des capacités d'accueil**.

Il est encore temps de stopper une machine qui risque de broyer les plus fragiles ! Les syndicats SE-UNSA et SEA de l'UNSA Éducation demandent aux ministres de l'Éducation Nationale et de l'Agriculture de surseoir à la mise en œuvre de la réforme à la rentrée 2009. Ils souhaitent que le dossier de la rénovation soit ouvert sur de nouvelles bases, garantissant la possibilité d'un parcours en 4 ans cohérent (passant par un BEP/BEPA) vers le baccalauréat professionnel pour tous les élèves qui en ont besoin et des conditions d'apprentissage et d'enseignement porteuses de réussite pour tous.